

En cas de divergences entre les différentes versions linguistiques, la version en langue anglaise fait foi.



Programme « Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs » (CERV)

Appel à propositions

Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence à caractère sexiste et la violence envers les enfants — CERV-2024-DAPHNE

Version 1.0
21 novembre 2023



HISTORIQUE DES MODIFICATIONS			
Version	Date de publication	Modification	Page
1.0	21.11.2023	▪ Version initiale (nouveau CFP).	
		▪	
		▪	
		▪	



APPEL À PROPOSITIONS

TABLE DES MATIÈRES

0. Introduction	4
1. Contexte.....	5
2. Objectifs — Thèmes et priorités — Activités pouvant être financées — Impact escompté.....	7
Objectifs.....	7
Thèmes et priorités (champ d'application).....	7
Activités pouvant être financées (champ d'application).....	9
Impact escompté	10
3. Budget disponible	18
4. Calendrier et délais	19
5. Admissibilité et documents	19
6. Éligibilité.....	20
Participants éligibles (pays éligibles).....	20
Composition du consortium	22
Activités éligibles	22
Situation géographique (pays cibles)	22
Durée.....	22
Budget du projet.....	22
Éthique et valeurs de l'UE	22
7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion	23
Capacité financière.....	23
Capacité opérationnelle	24
Exclusion	24
8. Évaluation et procédure d'attribution	25
9. Critères d'attribution.....	26
10. Configuration juridique et financière des conventions de subvention	27
Date de début et durée du projet	27
Jalons et éléments livrables.....	27
Forme de la subvention, taux de financement et montant maximal de la subvention	28
Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts	28
Comptes-rendus et dispositifs de paiement	29
Garanties sur le préfinancement	30

Régime de responsabilité pour les recouvrements31

Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet31

Autres spécificités31

Non-respect et violation du contrat.....31

11. Comment soumettre une demande31

12. Aide32


13. Important34

0. Introduction

Le présent appel à propositions concerne l'octroi de **subventions** de l'UE à l'action dans le domaine de la violence à caractère sexiste dans le cadre du programme « **Citoyens, égalité, droits et valeurs** » (**CERV**). Le cadre réglementaire de ce programme de financement de l'UE est défini dans :

- le règlement (UE) 2018/1046 ([règlement financier de l'UE](#));
- l'acte de base (règlement CERV [2021/692](#)¹).

L'appel est lancé conformément au programme de travail 2023-2024² et sera géré par la **direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) de la Commission européenne**.

 Veuillez noter que le présent appel est soumis à l'adoption définitive du budget 2024 par l'autorité budgétaire européenne. En cas de modifications substantielles, il se pourrait que nous devions modifier l'appel.

L'appel porte sur le **thème** suivant :

CERV-2024-DAPHNE — Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence à caractère sexiste et la violence envers les enfants

Nous vous invitons à lire attentivement la documentation relative à l'appel, et en particulier le présent Appel à propositions, le [modèle de convention de subvention](#), le [manuel en ligne du portail «Funding & Tenders» de l'UE](#), et la [convention de subvention annotée \(AGA\) de l'UE](#).

Ces documents apportent des éclaircissements et des réponses aux questions que vous pourriez vous poser lors de la préparation de votre demande :

- le [document relatif à l'appel d'offres](#) décrit les éléments suivants:
 - contexte, objectifs, champ d'application, activités pouvant être financées et résultats escomptés (sections 1 et 2);
 - calendrier et budget disponible (sections 3 et 4);
 - conditions d'admissibilité et d'éligibilité (y compris les documents obligatoires; sections 5 et 6);
 - critères de capacité financière et opérationnelle et critères d'exclusion (section 7);
 - procédure d'évaluation et d'attribution (section 8);
 - critères d'attribution (section 9);
 - structure juridique et financière des conventions de subvention (section 10);
 - comment présenter sa demande (section 11);

¹ Règlement (EU) 2021/692 du Parlement européen et du Conseil établissant le programme « Citoyens, égalité, droits et valeurs » (OJ L 156, 5.5.2021, p. 1).

² [Décision d'exécution C\(2022\) 8588 finale de la Commission](#) du 1/12/2022 relative au financement du programme « Citoyens, égalité, droits et valeurs » et l'adoption du programme de travail pluriannuel 2023-2024.

- le manuel en ligne présente les grandes lignes suivantes:
 - procédures d'enregistrement et de soumission des propositions en ligne par l'intermédiaire du portail de l'UE « Funding & Tenders » (le « portail »);
 - recommandations pour la préparation de la demande;
- la convention de subvention annotée contient:
 - des annotations détaillées sur toutes les dispositions de la convention de subvention que vous devrez signer pour obtenir la subvention (*y compris l'éligibilité des coûts, le calendrier de paiement, les obligations accessoires, etc.*).

Vous êtes aussi invité à consulter la liste des projets financés par le passé : [résultats du programme CERV](#), [résultats du programme « L'Europe pour les citoyens »](#), [résultats du programme « Droits, égalité et citoyenneté »](#), ainsi que le site [Daphné Toolkit](#).

1. Contexte

La violence à caractère sexiste est une violence dirigée contre des individus en raison de leur sexe, les femmes et les filles constituant la vaste majorité des victimes de ce type de violence³. La violence à caractère sexiste reste l'un des plus grands défis de nos sociétés et est profondément ancrée dans les inégalités entre les hommes et les femmes. Elle est à la fois une cause et une conséquence de ces inégalités. Elle est une violation des droits humains et la forme la plus brutale de discrimination basée sur le sexe, ainsi le résultat de relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes.

La violence à caractère sexiste affecte profondément les victimes, avec un impact direct sur leur capacité à participer pleinement dans tous les aspects de la société. Les coûts humains sont bien sûr énormes, mais les coûts économiques de la violence à caractère sexiste sont également élevés de façon alarmante. L'institut Européen pour l'Égalité de Genre (EIGE) a estimé le coût de la violence à caractère sexiste dans toute l'UE à 366 milliards d'euros par an. La violence à l'encontre des femmes constitue 79% de ce coût, soit un total de 289 milliards d'euros.

Le premier pilier de la Stratégie pour l'Égalité de Genre 2020 – 2025, intitulé « Se libérer des violences et des stéréotypes », définit des objectifs de politique publique ambitieux et des actions pour s'attaquer aux violences à caractère sexiste, y compris des mesures de financement pour soutenir la société civile et les services publics dans la prévention et la lutte contre les violences à caractère sexiste. Pour 2024, une priorité clé de la Commission est l'adoption de la proposition en cours pour une Directive pour combattre la violence contre les femmes et la violence domestique, proposée par la Commission en mars 2022. La Commission prévoit aussi d'adopter en 2024 une Recommandation relative aux pratiques dangereuses qui viendra compléter la Directive en cours de rédaction et aider les Etats Membres à prévenir et à traiter de telles pratiques – telles que les mutilations génitales sur des femmes ou le mariage forcé – de manière plus efficace.

La violence contre les enfants est comprise comme « toute forme de violence physique ou mentale, blessure ou abus, manque de soin ou traitement négligent, maltraitement ou exploitation y compris les abus sexuels » tels qu'elles sont listées dans l'article 19(1) de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant⁴ et en accord avec le Commentaire général No. 13 (2011) du Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant relatif au droit de l'enfant à être libre de toute forme de violence⁵.

³ D'après une [enquête réalisée par l'Agence Européenne des Droits Fondamentaux en 2014](#), une femme sur trois au sein de l'UE a été victime de violences au cours de sa vie, et une femme sur vingt a subi un viol.

⁴ <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>

⁵ https://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.C.GC.13_en.pdf

Globalement on estime que plus d'un milliard d'enfants par an autour du monde subissent des violences⁶, sous différentes formes et dans différents contextes. Les enfants peuvent être des victimes, des témoins, ainsi que des auteurs de violence – dans leur propre foyer, à l'école, dans leurs activités de récréation et de loisirs, dans le système judiciaire, hors ligne comme en ligne. Faire l'expérience de violences peut avoir des conséquences dramatiques et à long terme sur la santé physique et mentale des enfants. Cela peut affecter leur capacité à aller à l'école, leurs interactions sociales et leur épanouissement. Cela peut mener à des problèmes de santé mentale, des maladies chroniques, des tendances à l'automutilation, et même au suicide. Des enfants en situation vulnérables peuvent en être particulièrement affectés.

La lutte contre la violence à l'encontre des enfants est un des principaux objectifs du travail de la Commission sur les droits de l'enfant et le troisième champ thématique de la Stratégie Européenne sur les droits de l'enfant⁷ qui a été adoptée le 24 mars 2021. D'après cette Stratégie, et comme le mentionne une priorité clé de 2024 de la Commission le mentionne dans le Programme de Travail de la Commission 2024⁸, la Commission présentera une Recommandation de la Commission relative aux systèmes intégrés de protection de l'enfant⁹. Focalisée sur les besoins des enfants, l'initiative vise à encourager toutes les autorités et les services compétents à travailler ensemble de manière holistique pour une approche multidisciplinaire et coordonnée, allant de la prévention des abus et de la violence à l'encontre des enfants à leur protection. Elle prévoit également la présentation des outils européens existants (lois, politiques, financements) afin qu'ils puissent être mieux utilisés pour rendre les systèmes de protection de l'enfant plus intégrés et plus robustes et éviter les fonctionnements en silos.

Une partie de l'acquis européen fait référence à la violence à l'encontre des enfants : la Directive relative à l'abus sexuel des enfants, la Directive relative au trafic des êtres humains, la Directive relative au droit des victimes, entre autres¹⁰.

Afin de fournir une réponse adéquate et basée sur les droits de l'enfant à la violence à l'encontre des enfants, une vision globale du phénomène est nécessaire. Cela inclut l'accès à des données sur la violence contre les enfants qui doivent être comparables, selon l'âge et le sexe, et le suivi de la performance du système de protection des enfants. La collecte de données est également un élément essentiel pour comprendre pleinement le phénomène de violence contre les femmes ; en 2024, les résultats d'une enquête à l'échelle européenne sur la violence contre les femmes seront publiés.

La coopération entre tous les services et autorités compétentes, dans une approche multidisciplinaire qui implique tous les acteurs, y compris la société civile, les parents, le personnel de soin, les écoles et les enfants eux-mêmes, est tout aussi importante.

Avec cet appel à proposition, divisé en 4 priorités, nous avons pour objectif de financer des projets qui :

- Assureront l'intégration de la prévention des formes variées de violence à caractère sexiste à l'encontre des femmes dans différents contextes, avec une approche systémique (priorité 1, « projets à grande échelle »)
- Protègeront et soutiendront les victimes et les survivants de violence à caractère sexiste, y compris les enfants, au moyen d'actions ciblées (priorité 2)
- Assureront la prévention de la violence à caractère sexiste dans la sphère privée, dans les relations intimes et en ligne, y compris au moyen d'actions ciblées auprès des auteurs de violence (priorité 3)

⁶ <https://www.unicef.org/eu/reports/report-our-europe-our-rights-our-future>

⁷ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/en/TXT/?uri=CELEX%3A52021DC0142>

⁸ https://commission.europa.eu/strategy-documents/commission-work-programme/commission-work-programme-2024_en

⁹ https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13884-Child-protection-integrating-systems_en

¹⁰ Voir l'annexe II de la Stratégie Européenne sur les droits de l'enfant :

https://commission.europa.eu/system/files/2021-03/childrights_annex2_2021_4_digital_0.pdf

- Assureront le fonctionnement en pratique des systèmes intégrés de protection de l'enfant (priorité 4).

L'appel à propositions reconnaît la nécessité pour les propositions de prendre en compte de manière égale les situations spécifiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons, dans toute leur diversité. A cette fin, nous conseillons aux candidats d'incorporer dans leurs propositions une perspective intersectionnelle qui ne prenne pas en compte uniquement le sexe et l'âge comme critères pertinents, mais porte aussi une attention particulière à d'autres attributions, comme le fait d'être en situation de handicap, la croyance religieuse, l'origine ethnique et l'orientation sexuelle.

2. Objectifs — Thèmes et priorités — Activités pouvant être financées — Incidence escomptée

Objectifs

Lutter contre la violence, y compris la violence à caractère sexiste et la violence envers les enfants :

- 1. prévenir et combattre, à tous les niveaux, toutes les formes de violence à caractère sexiste à l'égard des femmes et des filles dans toute leur diversité et la violence domestique, notamment par la promotion des normes énoncées dans la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (convention d'Istanbul);*
- 2. prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des enfants et des jeunes, ainsi que la violence à l'égard d'autres groupes à risque, tels que les personnes LGBTQI et les personnes en situation de handicap;*
- 3. soutenir et protéger toutes les victimes directes et indirectes de ces violences, telles que la violence domestique exercée au sein de la famille ou la violence liée à des relations intimes, y compris les enfants rendus orphelins à la suite de violences exercées par des proches, et soutenir et garantir le même niveau de protection dans toute l'Union pour les victimes de violences à caractère sexiste.*

Initiatives politiques soutenues :

- Stratégie de l'UE en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes,
- Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant,
- Stratégie de l'UE en matière de droits des victimes,
- Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), à laquelle l'UE a adhéré le 1^{er} octobre 2023,
- Proposition pour une directive relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique,
- Directive relative aux droits des victimes,
- Recommandation à venir relative aux pratiques dangereuses (prévue pour la première moitié de l'année 2024),
- Recommandation à venir sur les systèmes intégrés de protection de l'enfant dans l'UE (prévue pour la première moitié de l'année 2024),
- Stratégie LGBTQI,
- Plan d'action européen sur l'anti-racisme 2020-2025,

- Cadre stratégique européen sur les Roms et pour l'égalité,
- Participation et inclusion (2020-2030).

Thèmes et priorités (champ d'application)

1. Actions transnationales à grande échelle et à long terme pour lutter contre la violence fondée sur le sexe

Conformément à la [stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes](#), cette priorité vise à soutenir l'élaboration d'actions intégrées à grande échelle pour lutter contre la violence fondée sur le sexe et réaliser des **changements structurels à long terme avec une large couverture géographique**.

Toutes les formes de violence fondée sur le sexe peuvent être abordées dans le cadre de cette priorité par le biais de la prévention, d'une protection tenant compte de la dimension de genre et d'une aide aux victimes. L'objectif est de parvenir à une couverture équilibrée des actions dans les différents domaines d'intervention, conformément aux priorités de la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour ce faire, un certain nombre de propositions transnationales seront sélectionnées, chacune se concentrant sur l'un des domaines décrits ci-dessous :

- **violence domestique** : sensibilisation et accès accrus aux services de soutien pour les victimes (potentielles), renforcement des réponses sexospécifiques à la violence domestique (y compris pour les témoins de violence domestique), par le biais du renforcement des capacités et d'une coopération et d'une coordination multidisciplinaires renforcées entre les acteurs concernés ;
- **pratiques préjudiciables** : lutte contre les mutilations génitales féminines, les mutilations génitales intersexuelles, l'avortement forcé, la stérilisation forcée, les mariages d'enfants et les mariages forcés, la violence liée à l'honneur et d'autres pratiques préjudiciables à l'égard des femmes et des filles ;
- **la cyberviolence fondée sur le genre** : lutte contre la cyberviolence fondée sur le genre, telle que l'incitation à la violence, le harcèlement en ligne, le partage d'images non consensuelles, l'extorsion au moyen d'images sexuelles ("sextorsion"), le harcèlement en ligne et l'intimidation à caractère sexuel ou sexiste, la sollicitation de personnes à des fins sexuelles ("grooming"), etc ;
- **la violence et le harcèlement dans le monde du travail** : lutter contre la violence ou le harcèlement physique et psychologique, hors ligne et en ligne, dans le monde du travail, notamment en prévenant ces comportements indésirables, en encourageant l'élaboration et la mise en œuvre de voies de recours et de mécanismes d'aide aux victimes, et en développant des outils, des orientations, une éducation et une formation appropriés ;
- **stéréotypes de genre** : prévenir la violence fondée sur le genre en s'attaquant aux préjugés et aux stéréotypes de genre, en particulier ceux liés à la masculinité, aux normes, aux attitudes et aux comportements qui encouragent, tolèrent ou minimisent la violence, ainsi qu'en fournissant aux femmes et aux hommes, aux filles et aux garçons, dans toute leur diversité, les outils nécessaires pour dénoncer la violence et s'y opposer, grâce à des programmes d'autonomisation et d'intervention auprès des témoins.

Afin de garantir des interventions sur le terrain et une large couverture, la candidature doit être présentée par des **partenariats** qui assurent une collaboration avec les acteurs concernés dans le domaine choisi ainsi qu'avec des organisations garantissant un **effet multiplicateur**. Les candidatures doivent également s'efforcer de toucher un grand nombre de participants dans **différentes zones géographiques de l'UE**.

Les candidatures devront développer un programme d'intervention à long terme en

vue d'obtenir des **changements durables** dans les politiques, les activités, les attitudes et les comportements des acteurs concernés dans les domaines choisis. L'objectif est que les acteurs concernés **intègrent les** actions prévues par la subvention dans leurs domaines d'activité respectifs (par exemple, les entreprises, les municipalités, les écoles/universités, les services de santé, les services humanitaires, etc.) Les candidatures devront démontrer la **durabilité à long terme des résultats du projet**. Cela peut notamment se faire par la mise en œuvre d'actions visant un **changement systémique** par le biais, par exemple, de réformes structurelles, d'engagements explicites parmi les principales parties prenantes, d'amélioration des processus de travail, des politiques et/ou des pratiques.

Les activités et les résultats du projet doivent contribuer à des changements au niveau structurel avec un impact positif qui peut être maintenu ou amélioré après la fin du projet.

Les projets sont encouragés, dans leurs interventions, à envisager l'utilisation d'outils, de méthodes et d'applications nouveaux et innovants qui peuvent également contribuer à l'obtention d'effets durables. Ils peuvent couvrir de nouvelles méthodes de travail interdisciplinaires, atteindre des groupes cibles, établir un dialogue avec des professionnels, des victimes, etc.

Enfin, les propositions doivent inclure un système de suivi et d'évaluation efficace et détaillé, qui permettra aux partenaires d'**évaluer l'impact de** leur intervention.

Les projets répondant à cette priorité doivent tenir compte des besoins et des situations spécifiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons, dans toute leur diversité.

Financement indicatif disponible pour cette priorité: 11 000 000 euros.

Les projets doivent être transnationaux.

2. Actions ciblées pour la protection et le soutien des victimes et des survivants de la violence sexiste

Cette priorité se concentrera sur la protection et le soutien des victimes de la violence fondée sur le genre, y compris les enfants. Il s'agit notamment de

- une protection et un soutien ciblés et tenant compte de la dimension de genre pour les groupes exposés à un risque accru de violence (par exemple, les personnes issues de l'immigration, y compris les enfants en migration, les personnes LGBTIQ, les minorités raciales ou ethniques, dont les Roms, les femmes ou les enfants handicapés ou confrontés à des problèmes de santé mentale, les femmes enceintes, les femmes en détention, les femmes vivant dans les zones rurales, les femmes vivant et/ou travaillant dans la rue, les enfants bénéficiant d'une protection de remplacement, les personnes prostituées, les femmes âgées), notamment en s'attaquant au problème de l'insuffisance des signalements ;
- Soutien ciblé et sensible au genre aux victimes de violences sexuelles (y compris l'exploitation sexuelle/la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, et dans le contexte des conflits armés) et d'autres formes spécifiques de préjudice ;
- Promouvoir la coopération pluridisciplinaire, y compris en ligne, entre les professionnels concernés, notamment sur le modèle des maisons des enfants (Barnahus)¹¹ ou des centres de justice familiale. Renforcer l'orientation entre les acteurs nationaux concernés (par exemple, les services répressifs, le système judiciaire, les prestataires de services d'aide, les professionnels de la santé et des services sociaux) et le soutien pluridisciplinaire, y compris psychosocial ; et
- Fourniture d'un soutien par l'intermédiaire de lignes d'assistance nationales

destinées aux victimes de la violence à l'égard des femmes (soutien à la mise en place initiale de ces lignes d'assistance dans les États membres où elles n'existent pas encore, sensibilisation à l'aide disponible par l'intermédiaire des lignes d'assistance).

Financement indicatif disponible pour cette priorité : 4 800 000 EUR.

Les projets peuvent être nationaux ou transnationaux. Les projets transnationaux sont particulièrement encouragés.

3. Actions ciblées pour la prévention de la violence fondée sur le sexe, dans la sphère domestique, dans les relations intimes et en ligne, y compris par des actions ciblées auprès des auteurs.

Dans le cadre de cette priorité, la violence fondée sur le sexe sera prévenue par les moyens suivants :

- L'élaboration d'outils sexospécifiques pour la prévention de la violence domestique qui aident à reconnaître et à traiter les signes précoces de violence, y compris les formes moins visibles de violence telles que le contrôle coercitif et la violence psychologique. Cela se fait, par exemple, en évaluant les méthodes de dépistage existantes et en favorisant l'élaboration et l'utilisation de méthodes de dépistage systématique des signes de violence domestique fondées sur des données probantes par les médecins (ou d'autres praticiens dans des services qui ne sont pas directement liés à l'aide aux victimes de la violence domestique, par exemple les services sociaux ou éducatifs).
- L'élaboration de mesures de prévention de la violence dans les relations intimes qui tiennent compte des spécificités des hommes et des femmes, qui favorisent l'égalité des relations, qui s'attaquent aux stéréotypes nuisibles et qui fournissent des outils pour la résolution pacifique des conflits dans les relations.

Les actions comprendront (sans s'y limiter) : l'éducation et la sensibilisation, la formation et les activités pratiques visant à lutter contre les préjugés et les stéréotypes sexistes, les normes, les attitudes et les comportements qui encouragent, tolèrent ou minimisent la violence, en particulier dans les relations ; les activités qui encouragent des choix respectueux et conscients concernant tous les aspects des relations et qui réduisent le risque de violence.

- Des mesures de prévention de la cyberviolence fondée sur le sexe qui renforcent les compétences médiatiques des utilisateurs en ligne et les récits positifs sur l'égalité des sexes et le rôle des femmes dans la prise de décision publique, notamment en politique et dans le journalisme, ainsi que des mesures de prévention de la cyberviolence entre partenaires intimes, donnant aux organisations non gouvernementales et aux autres acteurs concernés les moyens de prévenir et de combattre la cyberviolence fondée sur le sexe, y compris en tant que signaleurs de confiance sur les plates-formes en ligne.
- Des programmes pour les auteurs de délits afin de prévenir la (re)délinquance, avec une approche centrée sur la victime et un accent mis sur les stéréotypes nuisibles, la résolution pacifique des conflits dans les relations et les masculinités toxiques.

Financement indicatif disponible pour cette priorité : 5 000 000 EUR.

Les projets peuvent être nationaux ou transnationaux. Les projets transnationaux sont particulièrement encouragés.

4. Actions ciblées pour que les systèmes intégrés de protection de l'enfance fonctionnent dans la pratique

Les enfants peuvent être confrontés à différentes formes de violence. L'exposition à la violence affecte gravement le développement physique, psychologique et émotionnel de l'enfant. Elle peut affecter sa capacité à aller à l'école, à interagir socialement et à s'épanouir. Elle peut entraîner des problèmes de santé mentale, des maladies chroniques, des tendances à l'automutilation, voire le suicide. Les enfants en situation de vulnérabilité peuvent être particulièrement affectés.

La promotion de systèmes intégrés de protection de l'enfance est intrinsèquement liée à la prévention et à la protection contre la violence. L'enfant étant au centre des préoccupations, toutes les autorités et tous les services compétents devraient collaborer pour le protéger et le soutenir, dans son intérêt supérieur.

L'objectif global de cette priorité est de contribuer à des changements systémiques en matière de prévention, de protection et de soutien des enfants dans les cas de violence par le biais de systèmes intégrés de protection de l'enfance, c'est-à-dire par une coopération pluridisciplinaire entre les autorités transfrontalières/nationales/régionales/locales compétentes et les services d'éducation, de protection de l'enfance, les autorités judiciaires, les services de soutien psychosocial et social, les professionnels de la santé, les professionnels des soins et les éducateurs, entre autres, qui répondent aux besoins des enfants. Cela peut inclure, sans s'y limiter, le développement d'outils et de mesures pour :

- la prévention de la violence à l'égard des enfants, y compris, mais sans s'y limiter, la sensibilisation (notamment la sensibilisation et l'éducation aux droits de l'enfant), la formation, la certification, les normes et les procédures d'accréditation pour les professionnels et les personnes en contact avec les enfants, en accordant une attention particulière aux enfants en situation de vulnérabilité et exposés à un risque spécifique de violence ;
- l'identification précoce (qui permet de reconnaître et de traiter les premiers signes de violence) et le signalement des cas de maltraitance, le renforcement des orientations adaptées aux enfants entre les acteurs nationaux concernés (par exemple, les forces de l'ordre, le système judiciaire, les prestataires de services d'aide, les professionnels de la santé et des services sociaux), l'évaluation pluridisciplinaire ;
- un soutien multidisciplinaire, par le biais d'activités de réponse intégrées, impliquant un soutien médical, psychosocial, juridique et des soins, ainsi qu'une coordination étroite entre les autorités et les acteurs à tous les niveaux ;
- la mise en place de mécanismes de responsabilisation sur la base d'indicateurs, d'une (auto)évaluation, de la collecte de données, y compris l'élaboration d'outils d'autocontrôle et d'évaluation des performances des systèmes de protection de l'enfance, et de données sur la violence à l'encontre des enfants.

Compte tenu du cadre général des systèmes intégrés de protection de l'enfance, cette priorité contribuera à prévenir et à combattre toutes les formes de violence à l'encontre des enfants, et notamment :

- (i) le harcèlement et la violence (sexuelle), notamment dans le contexte éducatif formel et informel, dans les activités de loisirs, culturelles, sportives, communautaires ou récréatives, dans le contexte domestique, où les enfants peuvent se trouver dans des situations spécifiques de vulnérabilité ; et
- (ii) le harcèlement en ligne et hors ligne, notamment à l'école ou dans les activités de loisirs, et touchant les enfants présentant des vulnérabilités spécifiques (par exemple, les enfants placés dans des familles d'accueil ou alternatives, les enfants handicapés, notamment mentaux, les enfants roms, les enfants

issus de l'immigration), ou lié à leur religion, à leurs convictions, à leur sexe ou à leur orientation sexuelle.

Les enfants doivent avoir la possibilité de participer de manière sûre, significative et inclusive aux différentes étapes de la mise en œuvre et du suivi des projets. Il convient d'accorder une attention particulière aux garanties de protection de l'enfance, compte tenu de la sensibilité du sujet pour tout enfant, que ce soit dans le cadre d'activités de sensibilisation ou de tout contact avec des enfants victimes, témoins ou auteurs d'actes de violence.

Financement indicatif disponible pour cette priorité : 4 000 000 EUR.

Les projets peuvent être nationaux ou transnationaux. Les projets transnationaux sont particulièrement encouragés.

Activités pouvant être financées (champ d'application)

Les activités incluent :

- Le développement d'outils pour aider à reconnaître et à traiter les signes précoces de violence domestique et de violence à l'égard des enfants ;
- La sensibilisation, y compris les médias sociaux ou les campagnes de presse, les activités de sensibilisation et d'autonomisation, y compris les activités de communication et la diffusion d'informations ;
- Le renforcement des capacités et la formation des professionnels et des parties prenantes concernées, en particulier les programmes de formation des formateurs, les activités de formation des autorités nationales, régionales et locales ;
- La conception et la mise en œuvre de stratégies, de protocoles, développement de méthodes et d'outils de travail transférables, de plateformes et de groupes de coordination ;
- La conception de services et de mesures améliorant l'accès aux services d'aide aux victimes ;
- Identification et échange de bonnes pratiques, coopération, apprentissage mutuel, développement de méthodes de travail et d'apprentissage, y compris des programmes de tutorat transférables ;
- Élaboration de lignes directrices et de manuels pour les services de soutien spécialisés (par exemple, sur le lieu de travail, dans les écoles, les universités, en ligne) ;
- Activités analytiques, telles que la collecte de données et la recherche, ainsi que la création et la mise en œuvre d'outils ou de bases de données/stratégies et systèmes de collecte de données.

Les candidats doivent expliquer dans leur proposition l'impact potentiel différent du projet et de ses activités sur les femmes et les hommes ainsi que sur les filles et les garçons dans toute leur diversité. Ainsi, les effets négatifs involontaires de l'intervention sur l'un ou l'autre sexe doivent être évités (approche "ne pas nuire").¹²

Les organisations candidates sont encouragées à utiliser, diffuser et développer le matériel existant (outils, [résultats de projets](#), manuels, recherches, études, exercices de cartographie, rapports, etc.)

Les projets pratiques élaborant et mettant en œuvre des mesures spécifiques sont privilégiés. Les mesures doivent être élaborées et mises en œuvre en vue d'être viables à long terme, d'obtenir des résultats durables et de viser des changements systémiques, en particulier pour les priorités suivantes

1. La recherche n'est pas exclue, mais si des activités de recherche doivent faire partie du projet, elles doivent être strictement liées au projet dans son ensemble et doivent accorder une attention particulière au genre et ventiler les données par sexe.

Impact attendu

1. Actions transnationales à grande échelle et à long terme pour lutter contre la violence sexiste :

- Changements systémiques par le biais, par exemple, de réformes structurelles, d'engagements explicites et de modifications des processus, des protocoles, des politiques et des pratiques des organisations/entreprises/structures, etc ;
- Renforcement de la capacité des parties prenantes et des professionnels concernés à traiter les questions liées à la violence à caractère sexiste, notamment par le biais d'une coopération renforcée entre les agences ;
- Ainsi que les résultats escomptés mentionnés pour les autres priorités ci-dessous (correspondant à la forme de violence sexiste abordée).

2. Actions ciblées pour la protection et le soutien des victimes et des survivants de la violence sexiste :

- Les victimes appartenant à des groupes particulièrement vulnérables peuvent accéder plus facilement aux services de protection et de soutien qui répondent à leurs besoins spécifiques ;
- Renforcement de la capacité des parties prenantes et des professionnels concernés en contact avec ces groupes à traiter les questions liées à la violence fondée sur le sexe et à la violence à l'encontre des enfants, notamment par le biais d'une coopération pluridisciplinaire renforcée ;
- Augmentation du nombre de signalements de la violence à la police et à d'autres services, avec la mise en place de mécanismes appropriés pour faciliter ces signalements ;
- Amélioration de la qualité des services d'aide aux victimes, y compris ceux qui prévoient un soutien ciblé et intégré pour les victimes ayant des besoins spécifiques, telles que les victimes de violences sexuelles, y compris dans le contexte domestique, les victimes de violences dans le cadre de relations étroites, et qui prévoient un soutien et des conseils en cas de traumatisme ;

Sensibilisation accrue à la violence fondée sur le sexe, y compris la violence sexuelle fondée sur le sexe, notamment dans le contexte des migrations et/ou des conflits armés ;

- Les structures de prévention et de réponse à la violence à l'égard des femmes, des enfants et d'autres groupes particulièrement ciblés sont étendues ou adaptées pour inclure également les réfugiés et les autres migrants ; amélioration des normes de protection et de soutien pour les victimes de la violence fondée sur le sexe, y compris les personnes en situation de migration ;
- Renforcement de la coopération et de l'échange d'informations entre les autorités européennes/nationales/régionales/locales compétentes en matière de violence sexuelle et sexiste et de violence à l'égard des enfants, y compris dans les situations transfrontalières ;
- Les cas de violence transfrontalière sont traités de manière appropriée, grâce à l'application de la directive 2011/99/UE relative à la décision de protection européenne.

-

3. Des actions ciblées pour la prévention de la violence fondée sur le sexe, dans la sphère domestique, dans les relations intimes et en ligne, y compris par des actions ciblées auprès des auteurs :

- Promotion et soutien accrus de la prévention sexospécifique de la violence dans les relations étroites par la sensibilisation, le partage d'informations et de connaissances et la création et la diffusion de possibilités de formation ;
- Sensibilisation accrue aux préjugés, aux stéréotypes de genre et aux normes qui contribuent à la tolérance de la violence fondée sur le genre ;
- Sensibilisation et engagement accrus des hommes et des garçons dans la lutte contre la violence sexiste à l'égard des femmes ;
- Renforcement de la capacité des parties prenantes et des professionnels concernés à traiter les questions liées à la violence fondée sur le genre et à l'engagement des hommes et des garçons, aux contenus illicites en ligne, notamment par le biais d'une coopération renforcée entre les agences ;
- Renforcement de la capacité des professionnels qui ne sont pas directement liés à la violence domestique à reconnaître et à traiter les problèmes liés à la violence fondée sur le sexe ;
- Renforcement de la capacité des victimes (potentielles) de la violence à faire valoir leurs droits et à s'opposer à la violence ;
- Changement d'attitude et de comportement à l'égard de la violence fondée sur le sexe (y compris une tolérance moindre et une diminution de la culpabilisation des victimes) :
 - au sein de la population générale et de groupes particuliers, par exemple les professionnels concernés, les témoins et les spectateurs, les groupes vulnérables, etc.
 - chez les hommes et les garçons.
- Changement d'attitude et de comportement à l'égard des contenus illicites en ligne ciblant les femmes et les jeunes filles au sein de la population en général et de certains groupes en particulier, par exemple, les professionnels concernés, les témoins et les spectateurs, les groupes vulnérables ;
- Les signes précoces de violence sont détectés et signalés ; les cas de violence sont davantage signalés à la police et à d'autres services, et des mécanismes appropriés sont mis en place pour faciliter cette démarche.
- Traitement accru des auteurs de violences ;
- Une attention, un soutien et un traitement accrus pour les femmes détenues en tant que groupe vulnérable, qui peuvent être auteurs, témoins et victimes de violences ;
- La violence, y compris en ligne, est évitée avant qu'elle ne se produise ; le risque d'escalade de la violence est réduit ; la sécurité des femmes, de leurs enfants et des autres personnes exposées à la violence dans les relations intimes et à la violence en ligne est renforcée.

4. Actions ciblées pour que les systèmes intégrés de protection de l'enfance fonctionnent dans la pratique

- Renforcement des systèmes intégrés de protection de l'enfance centrés sur les besoins des enfants ;
- Renforcement de la prévention, de la protection et du soutien multisectoriels aux enfants victimes de violences et nécessitant une protection ;
- Renforcement de la capacité des professionnels à prévenir, détecter et répondre à la violence contre les enfants et à la protection de l'enfance, y compris une coopération accrue entre les services concernés ;

- Renforcement du contrôle de l'efficacité des systèmes de protection de l'enfance.

Soutien de l'autorité publique

Il est fortement encouragé d'impliquer une autorité publique, y compris les autorités régionales et locales, pour participer activement aux projets. Pour les projets liés à la violence à caractère sexiste, ces autorités publiques peuvent être des ministères/agences/organismes nationaux, régionaux ou locaux chargés de l'égalité entre les femmes et les hommes et/ou de la fourniture de services aux victimes ou aux auteurs de violences ; des autorités policières, judiciaires, sanitaires ou éducatives, etc. La justification de ce choix doit être documentée et expliquée dans la partie B - Description et mise en œuvre du projet.

Ce soutien sera exprimé dans une annexe à la demande (lettre de l'autorité publique) et sera évalué selon le critère d'attribution 2 Qualité.

L'intégration

Les projets financés dans le cadre du présent appel doivent viser à **promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits de l'enfant**, comme indiqué dans la stratégie de l'UE en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et la stratégie de l'UE en matière de droits de l'enfant. L'intégration de la dimension de genre et des droits de l'enfant signifie l'intégration d'une perspective de genre et de droits de l'enfant dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'un projet, le cas échéant. Par conséquent, le cas échéant, le demandeur doit prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que l'égalité entre les hommes et les femmes et les questions liées aux enfants sont prises en compte en prêtant attention à la situation et aux besoins particuliers des femmes et des hommes, des filles et des garçons, ainsi qu'aux vulnérabilités des enfants. Il est conseillé aux candidats d'expliquer explicitement dans leurs propositions comment l'égalité des sexes et les droits de l'enfant seront intégrés et comment les risques pertinents seront traités. Il est, par exemple, essentiel que les projets ne réduisent pas au silence, ne stéréotypent pas, ne stigmatisent pas, ne blâment pas ou ne discriminent pas un groupe quelconque. Les projets doivent contribuer à l'autonomisation des femmes et veiller à ce qu'elles réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits que les hommes. Les projets doivent contribuer à l'autonomisation des enfants dans toute leur diversité et veiller à ce qu'ils réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits. Pour plus d'informations, veuillez également vous référer à la section Éthique et valeurs de l'UE au point 6 (page 21).

Participation et protection des enfants

Toutes les propositions doivent respecter le droit de l'enfant à participer et toutes les activités du projet doivent clairement intégrer et protéger le droit de l'enfant à être entendu. Les propositions doivent faire de la participation des enfants un élément central et une partie intégrante de chaque étape de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation du projet.

Comme bonne pratique, les organisations qui travaillent déjà avec des enfants pourraient les consulter sur la proposition de projet et inclure des réflexions/références à ce processus dans les candidatures. La voix des enfants peut également être prise en compte sur la base des rapports et documents disponibles faisant état des opinions et des besoins des enfants. Toutes les actions et activités, tant au niveau de la conception que de la consultation et de la mise en œuvre, doivent veiller à ce que les actions soient adaptées aux besoins spécifiques des enfants en termes d'âge et de sexe. Ainsi, les candidats doivent effectuer et inclure dans leur proposition une analyse qui cartographie les différents impacts potentiels de l'action.

Le projet et ses activités sur les enfants, y compris du point de vue de l'égalité des sexes. Ainsi, les effets négatifs involontaires de l'intervention sur les enfants de tous âges doivent être évités (approche "ne pas nuire").

Les politiques de protection de l'enfance seront également évaluées pour les projets impliquant directement des enfants. Cette évaluation sera intégrée aux critères d'attribution et sera également prise en compte dans le cadre de l'éthique. Les propositions qui impliquent directement des enfants et qui ne fournissent pas de politique diligente de protection de l'enfance seront considérées comme moins pertinentes et de moindre qualité. Les organisations qui prévoient de travailler directement avec des enfants doivent disposer d'une politique de protection de l'enfance (annexe obligatoire du dossier de candidature) couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance "Keeping Children Safe"](#). Cette politique doit être disponible en ligne et transparente pour toute personne en contact avec l'organisation. Elle doit comprendre des informations claires sur le recrutement du personnel (y compris les stagiaires et les bénévoles) et inclure des vérifications des antécédents (vetting). Il doit également prévoir des procédures et des règles claires pour le personnel, y compris des règles de signalement, ainsi qu'une formation continue. Ceci est valable pour les partenaires qui travailleront directement avec des enfants (ceci doit être clairement indiqué dans la proposition).

Appliquer les connaissances comportementales

Les candidats sont encouragés, dans la mesure du possible, à appliquer à leurs projets des connaissances et des outils pratiques issus des sciences du comportement afin de parvenir à des changements d'attitude et de comportement. La [publication](#) suivante du [CCR](#) propose une approche étape par étape pour guider les candidats dans l'intégration des connaissances comportementales dans leurs projets : *Sara Rafael Almeida, Joana Sousa Lourenço, François J. Dessart et Emanuele Ciriolo, Insights from behavioural sciences to prevent and combat violence against women. Revue de la littérature (2016).*

Bibliographie

Documents de politique générale/informations de base :

- Stratégie de l'UE en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025 : https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/gender-equality-strategy_en
- Communication de la Commission et du SEAE "Vers l'élimination des mutilations génitales féminines" : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/en/TXT/?uri=CELEX:52013DC0833>
- Stratégie européenne pour l'égalité LGBTIQ 2020-2025 : https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/combating-discrimination/lesbian-gay-bi-trans-and-intersex-equality/lgbtiq-equality-strategy-2020-2025_en
- Proposition de directive relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52022PC0105>
- Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) : <https://www.coe.int/en/web/istanbul-convention/home>

Soutien aux victimes :

- Directive 2012/29/UE établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32012L0029>

- Campagne de l'UE sur les droits des victimes : <https://victims-rights.campaign.europa.eu/en/country/all/crimes>

Rôle des hommes/Masculinités :

- Étude sur le rôle des hommes dans l'égalité des sexes : <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/f6f90d59-ac4f-442f-be9b-32c3bd36eaf1/language-fr>

La cyberviolence fondée sur le sexe :

- Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements en Europe. Union interparlementaire (UIP) et Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) : <https://www.ipu.org/resources/publications/reports/2018-10/sexism-harcèlement-et-violence-contre-les-femmes-dans-les-parlements-en-europe>
- Département politique du Parlement européen pour les droits des citoyens et les affaires constitutionnelles, Cyber violence et discours de haine en ligne contre les femmes : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604979/IPOL_STU\(2018\)604979_FR.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/604979/IPOL_STU(2018)604979_FR.pdf)
- Ressources du Conseil de l'Europe sur la cyberviolence : <https://www.coe.int/en/web/cyberviolence>
- Rapport de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) sur la [cyberviolence](https://eige.europa.eu/gender-based-violence/cyber-violence-against-women) à l'encontre des femmes et des filles : <https://eige.europa.eu/gender-based-violence/cyber-violence-against-women>
- 2023 Campagne de communication sur les stéréotypes de genre #EndGenderStereotypes : https://end-gender-stereotypes.campaign.europa.eu/index_fr

Intégration de la dimension de genre

- <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming>
- [Analyse de genre | EIGE \(europa.eu\)](https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming)

Perspectives comportementales et expérimentation

- Sara Rafael Almeida, Joana Sousa Lourenço, Dessart François Jacques, et Emanuele Ciriolo. Insights from behavioural sciences to prevent and combat violence against women. Revue de la littérature (2016) : <https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC103975>

Données et rapports :

- Résultats de l'enquête de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) sur les expériences de violence vécues par les femmes : <http://fra.europa.eu/en/publication/2014/violence-against-women-eu-wide-survey-main-results-report>
- Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) Crime, sécurité et droits des victimes - Enquête sur les droits fondamentaux : <https://fra.europa.eu/en/publication/2021/fundamental-rights-survey-crime>
- Rapport sur les "Attitudes à l'égard de la violence envers les femmes dans l'UE" : <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/a8bad59d-933e-11e5-983e-01aa75ed71a1/language-fr>
- Rapport sur "Les MGF en Europe - Une analyse des affaires judiciaires" : <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/8b9b59d-933e-11e5-983e-01aa75ed71a1/language-fr>

<https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/7fff7a7b-fc84-11e5-b713-01aa75ed71a1/language-fr>

- Études de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) sur la violence fondée sur le genre : <http://eige.europa.eu/gender-based-violence/eige-studies>
- Eurobaromètre sur la violence sexiste : <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/browse/all/series/20806>

Droits de l'enfant :

- [Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant](#)
- Rapport : [Notre Europe, nos droits, notre avenir](#)
- [Base de données sur les projets financés dans le cadre des programmes REC et CERV](#)
- [Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant](#)

Politiques de protection de l'enfance :

- [Normes de sécurité pour les enfants](#)
- [Le cadre de sauvegarde de Comic Relief](#)

La violence à l'encontre des enfants :

- [Protection de l'enfance - intégration des systèmes \(europa.eu\)](#)
- [Vers des systèmes intégrés de protection de l'enfance dans l'UE | Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne \(europa.eu\)](#)
- [Observation générale no 13 \(2011\) de l'enfant sur le droit de l'enfant d'être à l'abri de toutes les formes de violence](#)
- [10 principes sur les systèmes intégrés de protection de l'enfance](#)
- [Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies sur la violence à l'encontre des enfants](#)

Participation des enfants :

- [Plate-forme de participation des enfants de l'UE | Union européenne \(europa.eu\)](#)
- [Observation générale n° 12 \(2009\) sur le droit de l'enfant d'être entendu](#)
- [Rapport de l'étude sur la participation des enfants à la vie politique et démocratique de l'UE et sa version accessible.](#)
- [Recommandation du Conseil de l'Europe sur la participation des enfants et des jeunes de moins de 18 ans \(2012\)](#)
- Conseil de l'Europe : [outil d'évaluation de la participation des enfants](#)
- [Le modèle Lundy de participation des enfants](#)
- [Inclusion Europe participation droits enfants handicapés](#)

3. Budget disponible

Le budget disponible pour l'appel est estimé à **24 800 000 EUR**.

La disponibilité du budget de l'appel dépend encore de l'adoption du budget 2024 par l'autorité budgétaire de l'UE.

Nous nous réservons le droit de ne pas attribuer tous les fonds disponibles ou de les redistribuer entre les priorités de l'appel, en fonction des propositions reçues et des résultats de l'évaluation.

4. Calendrier et échéances

Calendrier et échéances (indicatif)	
Ouverture de l'appel :	12 décembre 2023
<u>Date limite de candidature :</u>	<u>24 avril 2024 - 17:00:00 CET</u> <u>(Bruxelles)</u>
Évaluation :	mai-septembre 2024
Annonce des sélections :	Septembre-octobre 2024
Signature de la Convention de subvention :	Octobre-décembre 2024

5. Recevabilité et documents

Les propositions doivent être soumises avant la **date limite de l'appel** (voir calendrier, section 4).

Les propositions doivent être soumises par **voie électronique** via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders (accessible via la page Topic dans la section [Search Funding & Tenders](#)). Les soumissions sur papier ne sont PAS possibles.

Les propositions (y compris les annexes et les documents complémentaires) doivent être soumises à l'aide des formulaires fournis *dans le* système de soumission (⚠ PAS les documents disponibles sur la page du thème - ils sont uniquement fournis à titre d'information).

Les propositions doivent être **complètes** et contenir toutes les informations demandées ainsi que toutes les annexes et pièces justificatives requises :

- Formulaire de candidature, partie A - contient des informations administratives sur les participants (futur coordinateur, bénéficiaires et entités affiliées) et le budget résumé du projet (*à remplir directement en ligne*).
- Partie B du formulaire de demande - contient la description technique du projet (*à télécharger à partir du système de soumission du portail, à compléter, puis à assembler et à télécharger à nouveau*).
- Partie C - contient des données supplémentaires sur le projet et la contribution du projet à l'UE.
les indicateurs clés de performance du programme (*à remplir directement en ligne*)
- **les annexes et documents justificatifs obligatoires** (certains modèles peuvent être téléchargés à partir du système de soumission du portail, complétés, assemblés et téléchargés à nouveau) :
 - tableau budgétaire détaillé (*modèle disponible dans le système de soumission du portail - à recharger rempli au format xlsx*)
 - CV (standard) de l'équipe principale du projet
 - rapports d'activité de l'année dernière

- liste des projets antérieurs (projets clés des 4 dernières années) (*modèle disponible dans la partie B*)
- pour les participants à des activités impliquant des enfants : leur politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance "Keeping Children Safe"](#). Il convient d'indiquer clairement dans la candidature quels partenaires travailleront directement avec des enfants.



Veillez noter qu'un rapport d'activité annuel n'est PAS un rapport d'audit financier ou un bilan, mais un rapport mettant en lumière les activités et les projets de votre organisation.

Veillez noter qu'étant donné que le tableau budgétaire détaillé sert de base à la fixation des montants forfaitaires pour les subventions (et que les montants forfaitaires doivent être des approximations fiables des coûts réels d'un ^{projet15}), les coûts que vous incluez DOIVENT être conformes aux conditions d'éligibilité de base pour les subventions de coûts réels de l'UE (voir [AGA - Convention de subvention annotée, art. 6](#)). Ceci est particulièrement important pour les achats et la sous-traitance, qui doivent respecter le meilleur rapport qualité-prix (ou, le cas échéant, le prix le plus bas) et être exempts de tout conflit d'intérêts. Si le tableau budgétaire contient des coûts inéligibles, la subvention peut être réduite.

Lors de la soumission de la proposition, vous devrez confirmer que vous avez le **mandat d'agir** au nom de tous les demandeurs. En outre, vous devrez confirmer que les informations contenues dans la demande sont correctes et complètes et que les participants respectent les conditions requises pour bénéficier d'un financement de l'UE (en particulier l'éligibilité, la capacité financière et opérationnelle, l'exclusion, etc.) Avant de signer la subvention, chaque bénéficiaire et entité affiliée devra à nouveau confirmer ces informations en signant une déclaration sur l'honneur (DoH). Les propositions ne bénéficiant pas d'un soutien total seront rejetées.

Votre demande doit être **lisible, accessible et imprimable**.

Les propositions sont limitées à un maximum de **45 pages** (partie B). Les évaluateurs ne prendront pas en compte les pages supplémentaires.

Il se peut que d'autres documents vous soient demandés ultérieurement (*pour la validation de l'entité juridique, la vérification de la capacité financière, la validation du compte bancaire, etc.*)



Pour plus d'informations sur la procédure de soumission (y compris les aspects informatiques), consultez le [manuel en ligne](#).

6. Éligibilité

Les candidatures ne seront considérées comme éligibles que si leur contenu correspond entièrement (ou au moins en partie) à la description du thème pour lequel elles sont soumises.

Participants éligibles (pays éligibles)

Pour être éligibles, les candidats (bénéficiaires et entités affiliées) doivent

- être des personnes morales (organismes publics ou privés)
- être établi dans l'un des pays éligibles, c'est-à-dire
 - États membres de l'UE (y compris les pays et territoires d'outre-mer (PTOM))
 - les pays non membres de l'UE :
 - les pays associés au programme CERV ou les pays qui sont en cours de négociation pour un accord d'association et où l'accord entre en vigueur avant la signature de la subvention ([liste des pays participants](#))

- autres conditions d'éligibilité :

Pour être éligibles au titre de la **première priorité, les** demandes de subvention doivent respecter l'ensemble des critères suivants :

- (a) Les demandeurs principaux doivent être à but non lucratif. Les organisations à but lucratif ne peuvent pas soumettre de demandes en tant que demandeurs principaux, mais uniquement en partenariat avec des entités publiques, des organisations privées à but non lucratif ou des organisations internationales ;
- (b) le projet doit être transnational ;
- (c) la candidature doit impliquer au moins deux organisations (candidat et partenaire d e deux pays éligibles différents, sans être une entité affiliée ou un partenaire associé) ;
- (d) la subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 1 000 000 EUR et supérieure à 2 500 000 EUR.

Pour être éligibles au titre des **deuxième, troisième et quatrième priorités, les** demandes de subvention doivent respecter l'ensemble des critères suivants :

- (a) Les demandeurs principaux doivent être à but non lucratif. Les organisations à but lucratif ne peuvent pas soumettre de demandes en tant que demandeurs principaux, mais uniquement en partenariat avec des entités publiques, des organisations privées à but non lucratif ou des organisations internationales ;
- (b) le projet peut être national ou transnational ;
- (c) la demande doit impliquer au moins deux organisations (le demandeur et le partenaire ne devant pas être une entité affiliée ou un partenaire associé) ;
- (d) la subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 100 000 EUR et supérieure à 1 000 000 EUR.

Les bénéficiaires et les entités affiliées doivent s'inscrire dans le [registre des participants](#) - avant de soumettre la proposition - et devront être validés par le service central de validation (REA Validation). Pour la validation, il leur sera demandé de télécharger des documents attestant de leur statut juridique et de leur origine.

D'autres entités peuvent participer à d'autres rôles du consortium, tels que les partenaires associés, les sous-traitants, les tiers apportant des contributions en nature, etc. (*voir section 13*).

Cas particuliers


Personnes physiques - Les personnes physiques ne sont PAS éligibles (à l'exception des travailleurs indépendants, c'est-à-dire des entrepreneurs individuels, lorsque la société n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique).

Organisations internationales - Les organisations internationales sont éligibles. Les règles relatives aux pays éligibles ne leur sont pas applicables.

Entités sans personnalité juridique - Les entités qui n'ont pas la personnalité juridique en vertu de leur droit national peuvent exceptionnellement participer, à condition que leurs représentants aient la capacité de prendre des engagements juridiques en leur nom et offrent des garanties de protection des intérêts financiers de l'UE équivalentes à celles offertes par les personnes morales.


Organismes de l'UE - Les organismes de l'UE (à l'exception du Centre commun de recherche de la Commission européenne) ne peuvent PAS faire partie du consortium.

Associations et groupements d'intérêt - Les entités composées de membres peuvent

Appel à propositions pour prévenir et combattre la violence à caractère sexiste et la violence envers les enfants — CERV-2024-DAPHNE
participer en tant que "bénéficiaires uniques" ou "bénéficiaires sans personnalité juridique".  Veuillez noter que si l'action est mise en œuvre par les membres, ceux-ci doivent également participer (soit en tant que bénéficiaires, soit en tant qu'entités affiliées, sinon leurs coûts ne seront PAS éligibles).

Pays négociant actuellement des accords d'association - Les bénéficiaires des pays dont les négociations sont en cours (*voir ci-dessus*) peuvent participer à l'appel et peuvent signer des subventions si les négociations sont conclues avant la signature de la subvention (avec effet rétroactif, si l'accord le prévoit).

Mesures restrictives de l'UE - Des règles spéciales s'appliquent à certaines entités (*par exemple, les entités soumises à des [mesures restrictives de l'UE](#) en vertu de l'article 29 du traité sur l'Union européenne (TUE) et de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE)*). Ces entités ne peuvent participer à aucun titre, y compris en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, sous-traitants ou bénéficiaires d'un soutien financier à des tiers (le cas échéant).

 Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la désignation de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière](#).

Composition du consortium

Les propositions doivent être soumises par un consortium d'au moins deux candidats (bénéficiaires ; entités non affiliées).

Activités éligibles

Les activités éligibles sont celles décrites à la section 2 ci-dessus.

Les activités doivent être regroupées en modules de travail (par exemple, gestion et coordination du projet, communication et diffusion, etc.).

Les projets doivent tenir compte des résultats des projets soutenus par d'autres programmes de financement de l'UE. Les complémentarités doivent être décrites dans les propositions de projet (partie B du formulaire de candidature).

Les projets doivent être conformes aux intérêts et aux priorités politiques de l'UE (*environnement, politique sociale, sécurité, politique industrielle et commerciale, etc.*)

Le soutien financier à des tiers n'est pas autorisé.

Situation géographique (pays cibles)

Les propositions doivent porter sur des activités se déroulant dans les pays éligibles (*voir ci-dessus*).

Durée de l'action

Pour la priorité 1 : les projets doivent avoir une durée comprise entre 24 et 36 mois.

Pour les priorités 2 à 4 : les projets doivent avoir une durée comprise entre 12 et 24 mois.

Budget du projet

Les budgets des projets (montant maximum de la subvention) devraient varier :

- Pour la priorité 1 - la subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 1 000 000 EUR et supérieure à 2 500 000 EUR.
- Pour les autres priorités, la subvention de l'UE demandée ne peut être

Éthique et valeurs de l'UE

Les projets doivent être conformes :

- les normes éthiques les plus élevées et
- Les valeurs de l'UE basées sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et sur l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, et
- d'autres lois européennes, internationales et nationales applicables (y compris le règlement général sur la protection des données [2016/679](#)).

Les projets doivent s'efforcer de promouvoir l'intégration de l'égalité des sexes et de la non-discrimination conformément à l'[évaluation de la prise en compte de la dimension de genre](#). Les activités du projet doivent contribuer à l'autonomisation égale des femmes, des hommes, des filles et des garçons, dans toute leur diversité, en veillant à ce qu'ils réalisent pleinement leur potentiel et jouissent des mêmes droits.

(voir [Instruments d'intégration de la non-discrimination, études de cas et pistes pour l'avenir](#)). Ils devraient également chercher à réduire les niveaux de discrimination subis par des groupes particuliers (ainsi que par ceux qui sont exposés au risque de discrimination multiple) et à améliorer les résultats en matière d'égalité pour les individus. Les propositions doivent intégrer les considérations de genre et de non-discrimination dans les propositions et viser une représentation équilibrée des sexes dans les équipes et les activités du projet. Il est également important que les données individuelles collectées par les bénéficiaires soient ventilées par sexe ([données ventilées par sexe](#)), par handicap ou par âge, dans la mesure du possible.

Les candidats doivent démontrer dans leur dossier de candidature qu'ils respectent les principes éthiques et les valeurs de l'UE fondés sur l'article 2 du traité sur l'Union européenne et l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Les participants à des activités impliquant des enfants doivent en outre disposer d'une politique de protection de l'enfance couvrant les quatre domaines décrits dans les [normes de protection de l'enfance "Keeping Children Safe"](#). Voir section 2, page 14.

7. Capacité financière et opérationnelle et exclusion

Capacité financière

Les candidats doivent disposer de **ressources stables et suffisantes** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution. Les organisations participant à plusieurs projets doivent avoir une capacité suffisante pour mettre en œuvre tous ces projets.

Le contrôle de la capacité financière sera effectué sur la base des documents que vous devrez télécharger dans le [registre des participants](#) lors de la préparation de la subvention (*par exemple, compte de résultat et bilan, plan d'entreprise, rapport d'audit produit par un auditeur externe agréé, certifiant les comptes du dernier exercice financier clôturé, etc.*) L'analyse sera basée sur des indicateurs financiers neutres, mais prendra également en compte d'autres aspects, tels que la dépendance à l'égard du financement de l'UE, le déficit et les recettes des années précédentes.

Le contrôle sera normalement effectué pour tous les bénéficiaires, sauf :

- les organismes publics (entités établies en tant qu'organismes publics en vertu du droit national, y compris les autorités locales, régionales ou nationales) ou les organisations internationales
- si le montant de la subvention individuelle demandée ne dépasse pas 60000 euros. Si nécessaire, cela peut également être fait pour les entités affiliées.

Si nous estimons que votre capacité financière n'est pas satisfaisante, nous pouvons exiger :

- plus d'informations
 - un régime de responsabilité financière renforcé, c'est-à-dire une responsabilité conjointe et solidaire de tous les bénéficiaires ou une responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (*voir ci-dessous, section 10*)
 - préfinancement versé en plusieurs fois
 - (une ou plusieurs) garanties de préfinancement (*voir ci-dessous, section 10*)
- ou
- ne proposent pas de préfinancement
 - demander son remplacement ou, le cas échéant, rejeter l'ensemble de la proposition



Pour plus d'informations, voir les [règles relatives à la validation de l'entité juridique, à la désignation de la LEAR et à l'évaluation de la capacité financière.](#)

Capacité opérationnelle

Les candidats doivent disposer du **savoir-faire, des qualifications** et des **ressources nécessaires** pour mener à bien les projets et apporter leur contribution (y compris une expérience suffisante dans des projets de taille et de nature comparables).

Si l'évaluation du critère d'attribution est positive, les demandeurs sont considérés comme ayant une capacité opérationnelle suffisante.

Les candidats devront démontrer leur capacité en fournissant les informations suivantes :

- le profil général (qualifications et expériences) du personnel chargé de la gestion et de la mise en œuvre du projet
- description des participants au consortium
- rapport d'activité des demandeurs principaux de l'année dernière
- liste des projets antérieurs (projets clés des 4 dernières années).

Des pièces justificatives supplémentaires peuvent être demandées, si nécessaire, pour confirmer la capacité opérationnelle de tout demandeur.

Les organismes publics, les organisations des États membres et les organisations internationales sont exemptés du contrôle de la capacité opérationnelle.

Exclusion

Les candidats qui font l'objet d'une **décision d'exclusion de l'UE** ou qui se trouvent dans l'une des situations suivantes

les situations d'exclusion qui les empêchent de bénéficier d'un financement de l'UE ne peuvent PAS ^{participer}²⁰ :

- la faillite, la liquidation, les affaires administrées par les tribunaux, le concordat préventif, la suspension des activités commerciales ou d'autres procédures similaires (y compris les procédures concernant les personnes ayant une responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- en violation des obligations en matière de sécurité sociale ou de fiscalité (y compris s'ils sont le fait de personnes ayant des droits de propriété intellectuelle). responsabilité illimitée pour les dettes du demandeur)
- s'est rendu coupable d'une faute professionnelle ^{grave}²¹ (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)

- a commis des actes de fraude, de corruption, de liens avec une organisation criminelle, de blanchiment d'argent, de crimes liés au terrorisme (y compris le financement du terrorisme), de travail des enfants ou de traite des êtres humains (y compris si ces actes sont commis par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention).

avoir fait preuve de manquements importants dans le respect des principales obligations découlant d'un marché public de l'UE, d'une convention de subvention, d'un prix, d'un contrat d'expert ou d'un contrat similaire (y compris s'il s'agit de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'attribution/à la mise en œuvre de la subvention).

- coupables d'irrégularités au sens de l'article 1er, paragraphe 2, du règlement n° [2988/95](#) (y compris si elles sont le fait de personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, de bénéficiaires effectifs ou de personnes indispensables à l'octroi/à la mise en œuvre de la subvention)
- créé sous une juridiction différente dans l'intention de contourner les obligations fiscales, sociales ou autres obligations légales dans le pays d'origine ou créé une autre entité dans ce but (y compris si cela est fait par des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, des bénéficiaires effectifs ou des personnes qui sont essentielles pour l'attribution/la mise en œuvre de la subvention).

Les demandeurs seront également refusés s'il s'avère ^{que22} :

- au cours de la procédure d'attribution, ils ont fait de fausses déclarations concernant les informations requises comme condition de participation ou n'ont pas fourni ces informations
- ils ont été précédemment impliqués dans la préparation de l'appel et cela entraîne une distorsion de la concurrence à laquelle il ne peut être remédié autrement (conflit d'intérêts).

8. Procédure d'évaluation et d'attribution

Un **comité d'évaluation** (assisté d'experts externes indépendants) évaluera toutes les demandes. Les propositions seront d'abord vérifiées au regard des exigences formelles (admissibilité et éligibilité, voir sections 5 et 6). Les propositions jugées recevables et éligibles seront évaluées au regard des critères de capacité opérationnelle et d'attribution (voir sections 7 et 9), puis classées en fonction de leur score.

Pour les propositions ayant le même score (dans le cadre d'un thème ou d'une enveloppe budgétaire), un **ordre de priorité est établi** sera déterminée selon l'approche suivante :

successivement pour chaque groupe de propositions *ex aequo*, en commençant par le groupe ayant obtenu le score le plus élevé et en continuant par ordre décroissant :

- 1) Les propositions *ex aequo* d'un même thème seront classées par ordre de priorité en fonction des notes qui leur ont été attribuées pour le critère d'attribution "Pertinence". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur leurs notes pour le critère "Qualité". Lorsque ces notes sont égales, la priorité sera basée sur les notes obtenues pour le critère "Impact".

Toutes les propositions seront informées du résultat de l'évaluation (**lettre de résultat de l'évaluation**). Les propositions retenues seront invitées à préparer une subvention ; les autres seront placées sur la liste de réserve ou rejetées.



Pas d'engagement de financement - L'invitation à préparer une subvention ne constitue PAS un engagement formel de financement. Nous devons encore procéder à diverses vérifications juridiques avant l'octroi de la subvention : *validation de l'entité*

La préparation de la subvention implique un dialogue afin d'affiner les aspects techniques ou financiers du projet et peut nécessiter des informations supplémentaires de votre part. Elle peut également inclure des ajustements à la proposition pour répondre aux recommandations du comité d'évaluation ou à d'autres préoccupations. La conformité sera une condition préalable à la signature de la subvention.

Si vous estimez que la procédure d'évaluation a été entachée d'irrégularités, vous pouvez déposer une **plainte** (en respectant les délais et les procédures indiqués dans la lettre de résultat de l'évaluation). Veuillez noter que les notifications qui n'ont pas été ouvertes dans les 10 jours suivant leur envoi sont considérées comme ayant été consultées et que les délais sont comptés à partir de l'ouverture/la consultation (*voir également les [conditions générales du portail Financement et appels d'offres](#)*). Veuillez également noter que pour les plaintes soumises par voie électronique, il peut y avoir des limitations de caractères.

9. Critères d'attribution

Les **critères d'attribution** pour cet appel sont les suivants :

- **Pertinence** : mesure dans laquelle la proposition correspond aux priorités et aux objectifs de l'appel ; besoins clairement définis et évaluation solide des besoins ; groupe cible clairement défini, avec prise en compte appropriée de la perspective de genre ; contribution au contexte stratégique et législatif de l'UE ; dimension européenne/transnationale ; impact/intérêt pour un certain nombre de pays (UE ou pays tiers éligibles) ; possibilité d'utiliser les résultats dans d'autres pays (potentiel de transfert de bonnes pratiques) ; potentiel de développement de la confiance mutuelle/de la coopération transfrontalière (40 points).

- **Qualité** : clarté et cohérence du projet ; liens logiques entre les problèmes identifiés, les besoins et les solutions proposées (concept de cadre logique) ; méthodologie de mise en œuvre du projet avec prise en compte appropriée de la dimension de genre (organisation du travail, calendrier, allocation des ressources et répartition des tâches entre les partenaires, risques et gestion des risques, suivi et évaluation) ; prise en compte des questions éthiques et des mesures/politiques visant à garantir le plein respect des valeurs de l'UE ; faisabilité du projet dans le délai proposé ; faisabilité financière (budget suffisant/approprié pour une mise en œuvre correcte ; rapport coût-efficacité (meilleur rapport qualité/prix) (40 points).

- **Impact** : ambition et impact à long terme attendu des résultats sur les groupes cibles/le grand public ; stratégie de diffusion appropriée pour assurer la durabilité et l'impact à long terme ; possibilité d'un effet multiplicateur positif ; durabilité des résultats après la fin du financement de l'UE (20 points).

Critères d'attribution	Note minimale pour être sélectionné	Note maximale
Pertinence	25	40
Qualité - Conception et mise en œuvre du projet	s/o	40
Impact	s/o	20
Note globale	70	100

Maximum de points : 100 points.

Seuil individuel pour le critère "Pertinence" : 25/40 points.

Seuil global : 70 points.

Les propositions qui atteignent le seuil individuel pour le critère "pertinence" ET le seuil global seront prises en considération pour un financement - dans les limites du budget disponible de l'appel. Les autres propositions seront rejetées.

10. Montage juridique et financier des conventions de subvention

Si vous réussissez l'évaluation, votre projet sera invité à préparer la subvention, où il vous sera demandé de préparer la convention de subvention avec le responsable de projet de l'UE.

La présente convention de subvention définit le cadre de votre subvention et ses conditions, en particulier en ce qui concerne les résultats attendus, les rapports et les paiements.

Le modèle de convention de subvention qui sera utilisé (et tous les autres modèles et documents d'orientation pertinents) est disponible sur le [portail Documents de référence](#).

Date de début et durée du projet

La date de début et la durée du projet seront fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 1*). Normalement, la date de début est fixée après la signature de la convention de subvention. L'action doit débuter dans les 6 mois suivant la signature de la convention de subvention, sauf dans des cas dûment justifiés. Une demande rétroactive peut être accordée exceptionnellement pour des raisons dûment justifiées, mais jamais avant la date de soumission de la proposition.

Durée du projet :

Pour la priorité 1 : entre 24 et 36 mois.

Pour les priorités 2 à 4 : entre 12 et 24 mois.

Jalons et résultats attendus

Pour chaque lot de travail, un objectif, une liste d'activités, des étapes et des produits à livrer doivent être définis. Les résultats attendus doivent être quantifiés et mesurables. Le regroupement doit être logique et guidé par des résultats identifiables.

Les étapes et les résultats attendus pour chaque projet seront gérés par le système de gestion des subventions du portail et figureront à l'annexe 1 de la convention de subvention.

Des lots de travail supplémentaires peuvent être ajoutés en fonction des activités prévues dans le projet.

Les bénéficiaires devront demander aux participants aux événements de participer à l'enquête de l'UE sur la justice, les droits et les valeurs. Cette enquête permet à l'autorité de subvention de suivre de près les événements de formation, d'apprentissage mutuel et de sensibilisation. Les bénéficiaires recevront un lien internet vers l'enquête, qu'ils devront transmettre aux participants. Ils auront accès aux résultats de l'enquête pour leur projet et pourront les utiliser pour l'évaluation de leur projet. L'autorité de subvention agréera les résultats de tous les projets financés dans le cadre du programme CERV.

Forme de la subvention, taux de co-financement et montant maximal de la subvention

Les paramètres de la subvention (*montant maximum de la subvention, taux de co-financement, coûts totaux éligibles, etc.*) seront fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, points 3 et 5*). Les budgets des projets (montant maximal de la subvention) devraient varier :

- Pour la priorité 1 - la subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 1 000 000 EUR et supérieure à 2 500 000 EUR.
- Pour les priorités 2, 3 et 4 - la subvention de l'UE demandée ne peut être inférieure à 100 000 EUR et supérieure à 1 000 000 EUR.

La subvention accordée peut être inférieure au montant demandé.

La subvention sera forfaitaire. Cela signifie qu'elle remboursera un montant fixe, basé sur une somme forfaitaire ou un financement non lié aux coûts.

Le montant sera fixé par l'autorité concédante sur la base du budget prévisionnel du projet et d'un taux de co-financement de 90 %.

Catégories budgétaires et règles d'éligibilité des coûts

Les catégories budgétaires et les règles d'éligibilité des coûts sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 3, article 6 et annexe 2*).

Catégories budgétaires pour cet appel :

- [Cotisations forfaitaires](#)

Règles spécifiques d'éligibilité des coûts pour cet appel :

- le montant de la somme forfaitaire doit être calculé conformément à la méthodologie exposée dans la décision relative à la somme forfaitaire et à l'aide du tableau budgétaire détaillé fourni (le cas échéant)
- le calcul de la somme forfaitaire doit respecter les conditions suivantes :
 - pour les montants forfaitaires basés sur les budgets estimés des projets : le budget estimé doit être conforme aux conditions d'éligibilité de base pour les subventions de coûts réels de l'UE (voir [AGA - Convention de subvention annotée, art. 6](#))
 - pour des montants forfaitaires basés sur les budgets estimés du projet : les frais de soutien financier à des tiers ne sont pas autorisés
 - sites web de projets : les coûts de communication pour la présentation du projet sur les sites web ou les comptes de médias sociaux des participants sont éligibles ; les coûts pour des sites web de projets distincts ne sont pas éligibles
 - les frais de personnel :
 - les coûts unitaires des volontaires sont autorisés (sans les coûts indirects).

Modalités de déclaration et de paiement

Les modalités d'établissement des rapports et de paiement sont fixées dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et articles 21 et 22*).

Après la signature de la subvention, vous recevrez normalement un **préfinancement** pour commencer à travailler sur le projet (montant de **80%** du montant maximum de

la subvention ; exceptionnellement moins ou pas de préfinancement). Le préfinancement sera versé 30 jours après l'entrée en vigueur/la garantie financière (le cas échéant) - selon la date la plus tardive.

En outre, vous devrez présenter un ou plusieurs rapports d'avancement non liés à des paiements.

Paiement du solde : À la fin du projet, nous calculerons le montant final de votre subvention. Si le total des paiements antérieurs est supérieur au montant final de la subvention, nous vous demanderons (votre coordinateur) de rembourser la différence (recouvrement).

Tous les paiements seront effectués au profit du coordinateur.



Veuillez noter que les paiements seront automatiquement réduits si l'un des membres de votre consortium a des dettes impayées envers l'UE (autorité de subvention ou autres organismes de l'UE). Ces dettes seront compensées par nos soins, conformément aux conditions énoncées dans la convention de subvention (*voir article 22*).

Veuillez également noter qu'il vous incombe de tenir un registre de tous les travaux effectués.

Garanties de préfinancement

Si une garantie de préfinancement est requise, elle sera fixée dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4*). Le montant sera fixé lors de la préparation de la subvention et sera normalement égal ou inférieur au préfinancement de votre subvention.

La garantie doit être libellée en euros et émise par une banque/institution financière agréée établie dans un État membre de l'UE. Si vous êtes établi dans un pays non membre de l'UE et que vous souhaitez fournir une garantie émanant d'une banque/institution financière de votre pays, veuillez nous contacter (cette garantie peut être acceptée à titre exceptionnel, si elle offre une sécurité équivalente).

Les montants bloqués sur des comptes bancaires ne seront PAS acceptés comme garanties financières.

Les garanties de préfinancement ne sont formellement PAS liées à des membres individuels du consortium, ce qui signifie que vous êtes libre d'organiser la manière de fournir le montant de la garantie (*par un ou plusieurs bénéficiaires, pour le montant total ou plusieurs garanties pour des montants partiels, par le bénéficiaire concerné ou par un autre bénéficiaire, etc*). Il est toutefois important que le montant demandé soit couvert et que la (les) garantie(s) nous soit (soient) envoyée(s) à temps pour effectuer le préfinancement (copie scannée via le Portail ET original par courrier).

En accord avec nous, la garantie bancaire peut être remplacée par la garantie d'un tiers.

La garantie sera libérée à la fin de la subvention, conformément aux conditions fixées dans la convention de subvention.

Certificats

En fonction du type d'action, du montant de la subvention et du type de bénéficiaires, différents certificats peuvent vous être demandés. Les types, calendriers et seuils de chaque certificat sont fixés dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4 et article 24*).

Régime de responsabilité pour les recouvrements

Le régime de responsabilité pour les recouvrements sera fixé dans la convention de subvention (*fiche technique, point 4.4 et article 22*).

Pour les bénéficiaires, il s'agit de l'un des éléments suivants :

- responsabilité conjointe et solidaire limitée avec des plafonds individuels - *chaque bénéficiaire jusqu'au*
à leur montant maximal de subvention
- responsabilité solidaire inconditionnelle - *chaque bénéficiaire jusqu'à*
concurrence du montant maximal de la subvention pour l'action
- ou
- responsabilité financière individuelle - *chaque bénéficiaire n'est responsable que*
de ses propres dettes.

En outre, l'autorité chargée de l'octroi peut exiger la responsabilité conjointe et solidaire des entités affiliées (avec leur bénéficiaire).

Dispositions relatives à la mise en œuvre du projet

Règles en matière de DPI : *voir le modèle de convention de subvention (article 16 et annexe 5) :*

- les droits d'utilisation des résultats : Oui

Communication, diffusion et visibilité du financement : *voir le modèle de convention de subvention (article 17 et annexe 5) :*

- des activités supplémentaires de communication et de diffusion : Oui

Autres spécificités

s/o

Non-conformité et rupture de contrat

La convention de subvention (chapitre 5) prévoit les mesures que nous pouvons prendre en cas de rupture de contrat (et d'autres problèmes de non-conformité).



Pour plus d'informations, voir [AGA - Convention de subvention annotée](#).

11. Comment soumettre une demande

Toutes les propositions doivent être soumises directement en ligne via le système de soumission électronique du portail Funding & Tenders. Les demandes sur papier ne sont PAS acceptées.

La soumission se fait **en deux étapes** :

a) créer un compte utilisateur et enregistrer votre organisation

Pour utiliser le système de soumission (la seule façon de poser sa candidature), tous les participants doivent [créer un compte utilisateur EU Login](#).

Une fois que vous avez un compte EU Login, vous pouvez [enregistrer votre organisation](#) dans le registre des participants. Une fois votre inscription finalisée, vous recevrez un code d'identification du participant (PIC) à 9 chiffres.

b) soumettre la proposition

Accédez au système de soumission électronique via la page "Topic" de la section "[Search Funding & Tenders](#)" ([europa.eu](#)) (ou, pour les appels envoyés par invitation à soumettre une proposition, via le lien fourni dans la lettre d'invitation), ouvrez l'appel souhaité et commencez à soumettre votre proposition.

Soumettez votre proposition en 4 parties, comme suit :

- La partie A comprend des informations administratives sur les organisations candidates (futur coordinateur, bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés) et le budget résumé de la proposition. A remplir directement en ligne
- La partie B (description de l'action) couvre le contenu technique de la proposition. Téléchargez le modèle Word obligatoire à partir du système de soumission, remplissez-le et téléchargez-le sous forme de fichier PDF.
- Partie C (KPI) contenant des données supplémentaires sur le projet. A remplir directement en ligne.
- Annexes (*voir section 5*). Téléchargez-les sous forme de fichier PDF (un seul ou plusieurs en fonction des créneaux). Le téléchargement en format Excel est parfois possible, en fonction du type de fichier. Le tableau budgétaire détaillé doit être téléchargé à nouveau rempli au format .xlsx.

La proposition doit respecter le **nombre limite de pages** (*voir section 5*) ; les pages excédentaires ne seront pas prises en compte.

Les documents doivent être téléchargés dans la **bonne catégorie** du système de soumission, faute de quoi la proposition pourrait être considérée comme incomplète et donc irrecevable.

La proposition doit être soumise **avant la date limite de l'appel** (*voir section 4*). Après cette date, le système est fermé et les propositions ne peuvent plus être soumises.

Une fois la proposition soumise, vous recevrez un **e-mail de confirmation** (avec la date et l'heure de votre demande). Si vous ne recevez pas cet e-mail de confirmation, cela signifie que votre proposition n'a PAS été soumise. Si vous pensez que cela est dû à une défaillance du système de soumission, vous devez immédiatement déposer une plainte via le [formulaire web de l'IT Helpdesk](#), en expliquant les circonstances et en joignant une copie de la proposition (et, si possible, des captures d'écran pour montrer ce qui s'est passé).

Les détails des processus et des procédures sont décrits dans le [manuel en ligne](#). Le manuel en ligne contient également des liens vers des FAQ et des instructions détaillées concernant le système d'échange électronique du portail.

12. Aide

Dans la mesure du possible, **essayez de trouver vous-même les réponses à vos** questions dans cette documentation et dans les autres documents (nous disposons de ressources limitées pour traiter les demandes directes) :

1. [Manuel en ligne](#)
2. FAQ sur la page du thème (pour les questions spécifiques aux appels ouverts ; ne s'applique pas aux actions sur invitation)
3. [FAQ du portail](#) (pour les questions générales).

Veuillez également consulter régulièrement la page thématique, car nous l'utiliserons pour publier les mises à jour des appels. (Pour les invitations, nous vous contacterons directement en cas de mise à jour de l'appel).

Contact

Pour obtenir de l'aide concernant cet appel, vous pouvez contacter le [point de contact du CERV](#) de votre pays, s'il existe.

Pour toute question individuelle sur le système de soumission par portail, veuillez contacter le [service d'assistance informatique](#).

Les questions non liées à l'informatique doivent être envoyées à l'adresse électronique suivante : [EC-CERV- CALLS@ec.europa.eu](mailto:EC-CERV-CALLS@ec.europa.eu).

Veuillez indiquer clairement la référence de l'appel et le sujet sur lequel porte votre question.

(voir page de couverture).

13. Important



N'attendez pas la fin - Remplissez votre demande suffisamment à l'avance pour éviter tout **problème technique de** dernière minute. Les problèmes dus à des soumissions de dernière minute (*par exemple, encombrement, etc.*) sont entièrement à votre charge. Les délais des appels ne peuvent PAS être prolongés.

- **Consultez** régulièrement la page thématique du portail. Nous l'utiliserons pour publier des mises à jour et des informations supplémentaires sur l'appel (mises à jour de l'appel et du sujet).
- **Système d'échange électronique du portail des financements et des appels d'offres** - En soumettant la demande, tous les participants **acceptent** d'utiliser le système d'échange électronique conformément aux [conditions générales du portail](#).
- **Enregistrement** - Avant de soumettre la demande, tous les bénéficiaires, entités affiliées et partenaires associés doivent être enregistrés dans le [registre des participants](#). Le code d'identification du participant (PIC) (un par participant) est obligatoire pour le formulaire de demande.
- **Rôles du consortium** - Lors de la création de votre consortium, vous devez penser aux organisations qui vous aident à atteindre vos objectifs et à résoudre vos problèmes.

Les rôles doivent être attribués en fonction du niveau de participation au projet. Les participants principaux doivent participer en tant que **bénéficiaires** ou **entités affiliées** ; les autres entités peuvent participer en tant que partenaires associés, sous-traitants, tiers apportant des contributions en nature. Les **partenaires associés** et les tiers apportant des contributions en nature doivent supporter leurs propres coûts (ils ne deviendront pas des bénéficiaires officiels du financement de l'UE). La **sous-traitance** doit normalement représenter une part limitée et doit être effectuée par des tiers (et non par l'un des bénéficiaires/entités affiliées). La sous-traitance dépassant 30 % du total des coûts éligibles doit être justifiée dans la demande.

- **Coordinateur** - Dans les subventions multi-bénéficiaires, les bénéficiaires participent en tant que consortium (groupe de bénéficiaires). Ils devront choisir un coordinateur qui s'occupera de la gestion et de la coordination du projet et représentera le consortium auprès de l'autorité chargée de l'octroi de la subvention. Dans les subventions mono-bénéficiaire, le bénéficiaire unique sera automatiquement coordinateur.
- **Entités affiliées** - Les candidats peuvent participer avec des entités affiliées (c'est-à-dire des entités liées à un bénéficiaire qui participent à l'action avec des droits et obligations similaires à ceux des bénéficiaires, mais qui ne signent pas la subvention et ne deviennent donc pas elles-mêmes des bénéficiaires). Elles recevront une partie de la subvention et devront donc se conformer à toutes les conditions de l'appel et être validées (tout comme les bénéficiaires) ; mais elles ne sont pas prises en compte dans les critères minimaux d'éligibilité pour la composition du consortium (s'il y en a).
- **Partenaires associés** - Les candidats peuvent participer avec des partenaires associés (c'est-à-dire des organisations partenaires qui participent à l'action mais qui n'ont pas le droit d'obtenir une subvention). Ils participent sans financement et n'ont donc pas besoin d'être validés.
- **Accord de consortium** - Pour des raisons pratiques et juridiques, il est recommandé de mettre en place des dispositions internes qui vous permettent de faire face à des circonstances exceptionnelles ou imprévues (dans tous les cas, même si cela n'est pas obligatoire en vertu de la convention de subvention). L'accord de consortium vous donne également la possibilité de redistribuer les fonds de la subvention conformément aux principes et paramètres internes à votre consortium (par exemple, un bénéficiaire peut réattribuer les fonds de sa subvention à un autre bénéficiaire). L'accord de consortium vous permet donc d'adapter la subvention de l'UE aux besoins de votre consortium et peut également vous protéger en cas de litiges.

- **Budget équilibré du projet** - Les demandes de subvention doivent garantir un budget équilibré du projet et des autres ressources suffisantes pour mener à bien le projet (*par exemple, contributions propres, revenus générés par l'action, contributions financières de tiers, etc.*) Il peut vous être demandé de réduire vos coûts estimés s'ils ne sont pas éligibles (y compris s'ils sont excessifs).
- **Règle de non profit** - Les subventions ne peuvent PAS donner lieu à un profit (c'est-à-dire l'excédent des recettes + la subvention de l'UE par rapport aux coûts). Nous vérifierons ce point à la fin du projet.
- **Pas de double financement** - Il existe une interdiction stricte de double financement par le budget de l'UE (sauf dans le cadre des actions Synergies de l'UE). En dehors de ces actions Synergies, une action donnée ne peut recevoir qu'UNE SEULE subvention du budget de l'UE et les éléments de coût ne peuvent en AUCUN cas être déclarés à deux actions différentes de l'UE.
- **Projets achevés/en cours** - Les propositions de projets déjà achevés seront rejetées ; les propositions de projets déjà entamés seront évaluées au cas par cas (dans ce cas, aucun coût ne peut être remboursé pour des activités qui ont eu lieu avant la date de début du projet/de soumission de la proposition).
- **Combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE** - La combinaison avec des subventions de fonctionnement de l'UE est possible si le projet reste en dehors du programme de travail de la subvention de fonctionnement et si vous vous assurez que les éléments de coût sont clairement séparés dans votre comptabilité et qu'ils ne sont PAS déclarés deux fois (*voir [AGA - Annotated Model Grant Agreement, art 6.2.E](#)*).
- **Propositions multiples** - Les candidats peuvent soumettre plus d'une proposition pour des projets *différents*.
dans le cadre du même appel (et obtenir un financement pour ces projets).

Les organisations peuvent participer à plusieurs propositions.

MAIS : s'il y a plusieurs propositions pour des projets *très similaires*, une seule candidature sera acceptée et évaluée ; les candidats seront invités à retirer l'une d'entre elles (ou elle sera rejetée).

- **Nouvelle soumission** - Les propositions peuvent être modifiées et soumises à nouveau jusqu'à la date limite de soumission.
- **Rejet** - En soumettant leur candidature, tous les demandeurs acceptent les conditions de l'appel énoncées dans le présent document (et dans les documents auxquels il fait référence). Les propositions qui ne respectent pas toutes les conditions de l'appel seront **rejetées**. Ceci s'applique également aux candidats : Tous les candidats doivent remplir les critères ; si l'un d'entre eux ne les remplit pas, il doit être remplacé, faute de quoi la proposition entière sera rejetée.
- **Annulation** - Certaines circonstances peuvent nécessiter l'annulation de l'appel. Dans ce cas, vous en serez informé par le biais d'un appel ou d'une mise à jour du sujet. Veuillez noter que les annulations ne donnent droit à aucune compensation.
- **Langue** - Vous pouvez soumettre votre proposition dans n'importe quelle langue officielle de l'UE (le résumé du projet doit cependant toujours être en anglais). Pour des raisons d'efficacité, nous vous conseillons vivement d'utiliser l'anglais pour l'ensemble de la demande. Si vous avez besoin de la documentation de l'appel dans une autre langue officielle de l'UE, veuillez en faire la demande dans les 10 jours suivant la publication de l'appel (pour les informations de contact, *voir la section 12*).

- **Transparence - Conformément à** l'article 38 du [règlement financier de l'UE](#), des informations sur les subventions accordées par l'UE sont publiées chaque année sur le [site web Europa](#).

Il s'agit notamment de

- noms des bénéficiaires
- adresses des bénéficiaires
- l'objet pour lequel la subvention a été accordée
- le montant maximal accordé.

La publication peut exceptionnellement faire l'objet d'une dérogation (sur demande motivée et dûment justifiée) s'il existe un risque que la divulgation compromette vos droits et libertés en vertu de la Charte des droits fondamentaux de l'UE ou nuise à vos intérêts commerciaux.

- **Protection des données** - La soumission d'une proposition dans le cadre du présent appel implique la collecte, l'utilisation et le traitement de données à caractère personnel. Ces données seront traitées conformément au cadre juridique applicable. Elles seront traitées uniquement aux fins de l'évaluation de votre proposition, de la gestion ultérieure de votre subvention et, le cas échéant, du suivi, de l'évaluation et de la communication du programme. Les détails sont expliqués dans la [déclaration de confidentialité du portail Financement et appels d'offres](#).